

75 Joër fräi Gewerkschaften

Montrer l'importance de l'évolution syndicale et des acquis sociaux dans ce siècle, voilà le but assigné à ce livre par le Président de l'OGB-L, John Castegna-ro. Pour ce faire, son syndicat a fait appel à de jeunes historiens: Marc Lentz, Jacques Maas, Jean-Marie Majerus, Denis Scuto, Raymond Steil et Janine Wehenkel-Frisch, afin de garantir un traitement scientifique - au moins du point de vue méthodologique - d'une partie du devenir syndical luxembourgeois au 20e siècle. Les auteurs se sont d'ailleurs bien gardés de présenter cet ouvrage comme une histoire du mouvement syndical libre. Leurs contributions traitent de thèmes précis et couvrant à peu près la période indiquée dans le titre, mais en réalité certains auteurs commencent bien avant 1916.

Ce livre arrive à point nommé à une période où le Luxembourg est touché lui aussi par la crise économique qui frappe la plupart des pays industrialisés. A

un tel moment, les syndicats doivent prouver leur faculté à préserver les acquis sociaux face à une volonté affichée par certains de ne pas considérer ceux-ci comme irréversibles. Le monde syndical peut trouver dans l'histoire de son propre mouvement des éléments de réponse au défi qui lui est lancé aujourd'hui. Voilà le véritable intérêt de cet ouvrage à nos yeux.

Denis Scuto nous présente l'ouvrier mineur au travail de 1870 à 1914 et compare cet univers à celui de l'ouvrier d'usine de la même période. Le monde du mineur est souvent présenté comme un univers fait de poussière et d'humidité. Selon lui, "le premier devoir de l'historien consiste à désenvoûter cet univers mystérieux et romantique" (p. 11). Il nous présente le monde des mines comme un domaine à évolution technique lente. Insistant sur la notion d'équipe, il précise que c'est elle qui forme une communauté de salaires, de formation et d'éducation des mineurs. L'or-

75 Joër fräi Gewerkschaften
Contributions à l'histoire du mouvement syndical luxembourgeois (Beiträge zur luxemburgischen Gewerkschaftsbewegung). Edité par l'OGB-L sous la responsabilité de Raymond Steil et de Jacques Maas, Esch-sur-Alzette, 1992, 302 pp.

**Le mérite
essentiel des
deux contri-
butions de
Denis Scuto
réside dans la
différence
fondamentale
qu'il opère
entre le
monde de la
mine et celui
de l'usine.**

ganisation du travail dans la mine laisse aux mineurs une grande autonomie: "La formation, le salaire, la sécurité, le rythme de travail, voilà autant de facteurs que les équipes déterminent de façon autonome au front d'abattage" (p. 17). En matière d'accidents de travail, c'est la productivité qui prime et non pas l'attentisme pour raisons de sécurité. Il s'agit là d'un véritable dilemme pour les mineurs: choisir entre plus de sécurité et plus de productivité. L'autonomie du mineur lui fera choisir cette dernière avec les conséquences parfois tragiques que nous connaissons. Selon D.S., les mineurs adoptent une attitude de résistance passive face à la politique patronale des bas salaires et du mode de rémunération à la pièce (p. 24). L'auteur fait osciller la vie du mineur entre les deux pôles de l'autonomie et du contrôle (p. 31). Intéressante est sa thèse du degré d'intégration du monde des mineurs à la société industrielle: "Les mineurs resteront toujours moins intégrés à la société industrielle que les ouvriers d'usine. Celle-ci était partie pour apprivoiser le paysan, habitué à travailler au rythme des saisons, et en faire une machine à travailler 12 heures par jour durant toute l'année. C'était sans compter avec la résistance des ouvriers mineurs" (p. 33). La résistance à la disciplinarisation du temps de la part des ouvriers mineurs est présentée comme une suite logique des trois communautés que forment ces ouvriers - une communauté de salaire, de formation et de fête.

Pour appréhender l'univers de l'ouvrier d'usine, D.S. insiste sur le facteur de la qualification plutôt que sur celui de l'expérience primant dans la mine. Le critère de la nationalité se greffe sur la nature du travail à accomplir: les ouvriers allemands venant en tête de la hiérarchie des ouvriers qualifiés suivis des ouvriers luxembourgeois et italiens. D.S. note que la nature du travail dans l'usine - basée sur la division des tâches à accomplir - fait que l'aspect de la compétition sociale l'emporte sur celui de la communauté (p. 53). Il remarque en outre que la politique sociale du patronat, en ne visant que la partie qualifiée des ouvriers, favorise parmi celle-ci l'esprit de conformisme et de promotion. Les mots-clés définissant les rapports sociaux dans l'usine sont donc la concurrence, la compétition et le conformisme. L'auteur évalue ensuite le rôle joué par l'inspection du travail dans l'application de la protection sociale dans les usines. Il rend hommage au premier inspecteur Charles Eydt, dont le véritable mérite a été de définir le rôle de ce poste: celui de ne pas être un simple médiateur social mais un authentique conseiller du ministre d'Etat pour les questions sociales (p. 61).

Le mérite essentiel des deux contributions de Denis Scuto réside dans la différence fondamentale qu'il opère entre le monde de la mine et celui de l'usine. Le mouvement syndical naissant a été obligé de tenir compte des spécificités de ces deux univers dans son effort de recrutement et ses choix stratégiques dans la lutte contre le patronat.

Dans sa contribution, Janine Wehenkel-Frisch tire de l'oubli quelques pionniers du syndicalisme ouvrier au Luxembourg (pp. 81-101) - il s'agit de Jacques Thilmann, Georges Droessaert, François Merens, Jean Schaack-Wirth. L'auteur relativise tout d'abord l'importance de l'année 1916 comme date de naissance du syndicalisme au Grand-Duché. Elle re-

monte jusqu'en 1904 pour analyser le rôle de la question syndicale - qu'elle juge primordial - dans le schisme du jeune parti socialiste. Pour les Thilmann, Merens etc. l'agitation syndicale doit occuper une place privilégiée dans la lutte pour le socialisme (p. 82). Ces hommes s'opposent ainsi à Michel Welter et à ses partisans, pour lesquels la question syndicale n'est pas au centre des débats. Le rattachement du syndicat contrôlé par Thilmann et les siens - le MAV - à un puissant syndicat allemand s'explique selon J.W.-F. par le manque de moyens financiers dans l'optique d'une grève et l'internationalisme prolétarien de Thilmann (p. 86). L'opposition que rencontre le MAV se situe selon l'auteur sur trois niveaux: le gouvernement, le patronat et la droite (hommes politiques et curés). J.W.-F. parle même d'union sacrée contre le MAV. Pertinente est l'analyse de la différence entre la conception syndicale de Thilmann et celle de Welter. Les militants du MAV se sont intéressés de près aux conflits sociaux au Luxembourg tandis que Welter et les siens se sont concentrés sur ce qui se passait en Allemagne et au nord de la France et leur intérêt était plus théorique que pratique (p. 98).

Enfin J.W.-F. veut donc montrer par sa contribution que 1916 ne constitue pas le début du mouvement syndical au Grand-Duché. Le grand mérite des Thilmann, Droessaert et autres a été d'avoir sensibilisé le monde ouvrier à ses propres problèmes. Les responsables syndicaux de 1916 pourront ainsi s'adresser à des ouvriers ayant déjà une certaine conscience de classe (p. 99).

Dans sa contribution sur le 'Deutscher Metallarbeiter-Verband' au Luxembourg de 1904 à 1918, Raymond Steil se pose la question de savoir si l'histoire de ce syndicat, tiraillé entre des considérations d'intérêt national - allemand en l'occurrence - et un discours prolétarien international, a été celle d'un succès ou d'un échec. Pour l'auteur, le problème crucial qui se pose lors de cette période est donc de savoir s'il est possible d'amener le monde ouvrier - déchiré par des préjugés nationaux et des barrières linguistiques - à une réelle unité. Pour un syndicaliste de la trempe de Thilmann, la réponse ne pouvait être qu'affirmative. Au monde capitaliste international devait être opposé un mouvement ouvrier international (p. 106). Et Raymond Steil de peaufiner sa question: le DMV était-il un syndicat pour tous les ouvriers métallurgiques du Luxembourg ou se contentait-il de défendre les intérêts des ouvriers allemands travaillant au Grand-Duché? L'auteur insiste d'ailleurs sur le caractère international du bassin minier déjà au début du 20e siècle en mettant en avant le brassage des capitaux et de la main-d'oeuvre (p. 112). Selon l'auteur, le mouvement de grève qui touche le bassin de Longwy en 1905 a permis à Thilmann de pratiquer concrètement le combat prolétarien international. Cette année correspond d'ailleurs à l'apogée du syndicat allemand au Luxembourg (p. 121). La Première Guerre mondiale fait apparaître le DMV aux yeux des ouvriers luxembourgeois comme une partie intégrante de la force d'occupation, ce qui explique selon R. S. l'effacement de ce syndicat dans notre pays. Mais il conclut en notant la continuité existant entre ce syndicat allemand et la création de syndicats purement nationaux en 1916: 'Abschließend muß noch einmal betont werden, daß es völlig verfehlt wäre, die Geschichte des DMV in Luxemburg als die Geschichte

eines Fehlschlages darzustellen und das Jahr 1916 als Ausgangspunkt der luxemburgischen Gewerkschaftsbewegung zu betrachten' (p. 136).

Dans sa deuxième contribution traitant du 'Luxemburger Metallarbeiterverband' de 1916 à 1920, R.S. tente de réhabiliter un syndicat qui selon lui a trop souvent été considéré comme simple expression d'une étape transitoire dans l'ombre de l'autrement plus puissant BHAV. L'auteur veut montrer l'apport authentique de ce syndicat à la création du mouvement syndical libre. Tout d'abord, il met en valeur la contribution du LMAV et de son dirigeant Pierre Krier à la définition du syndicalisme 'libre': cet adjectif signifie non-confessionnel et politiquement neutre (p. 149). L'opinion de Pierre Krier sur le postulat de la neutralité politique est intéressante: 'Freie Gewerkschaften müssen parteipolitisch neutral sein. Ihre Aufgaben bestehen darin, die materielle Lage der Arbeiter zu heben, ihre Aufklärung zu fördern und sie auf diese Weise zum Bewußtsein ihrer Klassenlage zu bringen. Die Gewerkschaften sind allerdings außerstande, die Lage der Arbeiter durchgreifend und dauerhaft zu verbessern. Dies ist die Aufgabe der Parteien, und die einzige Partei, welche dieses Ziel konsequent verfolgt, ist die sozialistische Partei. Es ist deshalb also logisch, daß viele Gewerkschaftler auch parteipolitisch aktiv sind' (p. 174). On tenait là une théorie permettant d'expliquer et de justifier le contrôle du parti socialiste par des syndicalistes vers la fin des années 20 et le début des années 30. Dans ce cadre d'idées, les relations entre les syndicats libres et le parti socialiste constituent un sujet d'étude intéressant.

Marc Lentz traite l'histoire des syndicats libres entre 1921 et 1937 sous l'aspect de l'idée du partenariat social. Après la répression de 1921 les responsables syndicaux se sont attachés à trouver une légitimité institutionnelle et à se faire respecter comme partenaires sociaux crédibles par le gouvernement et le patronat. Dans cet ordre d'idées, le courant réformiste s'est clairement distancé de la IIIe Internationale après la scission du parti socialiste en 1921. Parallèlement, l'influence des syndicalistes dans le parti socialiste n'a cessé de croître entre 1924 et 1936 (p. 186). M.L. note cependant que le verbalisme radical du début des années 20, loin d'être un signe de force, constitue un signe de faiblesse de la part des syndicats incapables de former un véritable contrepoids au patronat. Selon l'auteur, la loi sur les chambres professionnelles permettant de normaliser les relations entre les corps de métiers et les autorités publiques ainsi que la réintroduction légale des délégations ouvrières en 1924 constituent deux étapes importantes dans le combat des syndicats pour une reconnaissance légale (p. 189).

La crise économique mondiale a également eu des répercussions néfastes sur l'activité syndicale au Grand-Duché. Jusqu'en 1934, les syndicats se retrouvent sur la défensive face à un patronat omnipotent. Mais même dans cette période si difficile, les responsables syndicaux - à l'exception des syndicalistes proches du parti communiste - poursuivent une tactique de la conciliation: approcher le législateur afin de rendre possible des pourparlers entre employeurs et employés (p. 193).

L'auteur voit dans la création le 3 décembre 1934 d'une commission salariale paritaire une date historique pour le mouvement syndical. Du côté du syndicat libre, Pierre Krier est l'homme du rapprochement avec le syndicat chrétien. Selon M.L. cet effort de créer une unité syndicale correspond à une reconnaissance de fait du syndicat chrétien par Pierre Krier et son mouvement et il confirme la stratégie réformiste du syndicalisme libre. La rupture avec le syndicalisme basé sur l'idée de la lutte des classes est consommée (p. 195).



Dans leur combat pour la première convention collective, les syndicats se sont heurtés au 'Herr-im-Hause-Standpunkt' défendu par le patronat: négocier avec des représentants syndicaux venant de l'extérieur des entreprises semble impensable à ce dernier (pp. 198-199). Face à cette attitude intransigeante, les syndicats choisissent de montrer leur force. Selon M.L., la démonstration du 12 janvier 1936 a pour but d'obtenir la reconnaissance légale des syndicats mais en même temps de montrer au gouvernement et au patronat que le monde syndical est un facteur d'ordre dans la société luxembourgeoise, susceptible d'être accepté comme partenaire social (p. 204). Il juge la création d'un "Conseil National du Travail" après le 12 janvier comme une reconnaissance de fait des syndicats en tant que représentants attitrés du monde ouvrier et la réalisation de la revendication syndicale de négociations paritaires (p. 208).

L'auteur démontre ensuite le rôle important mais controversé joué par les grèves du milieu des années 30 en France pour les revendications syndicales au Luxembourg. C'est finalement le combat des ouvriers mineurs qui va amener la véritable percée du mouvement syndical. Cette lutte correspond au premier conflit de travail soutenu avec succès par le mouvement syndical luxembourgeois (p. 232).

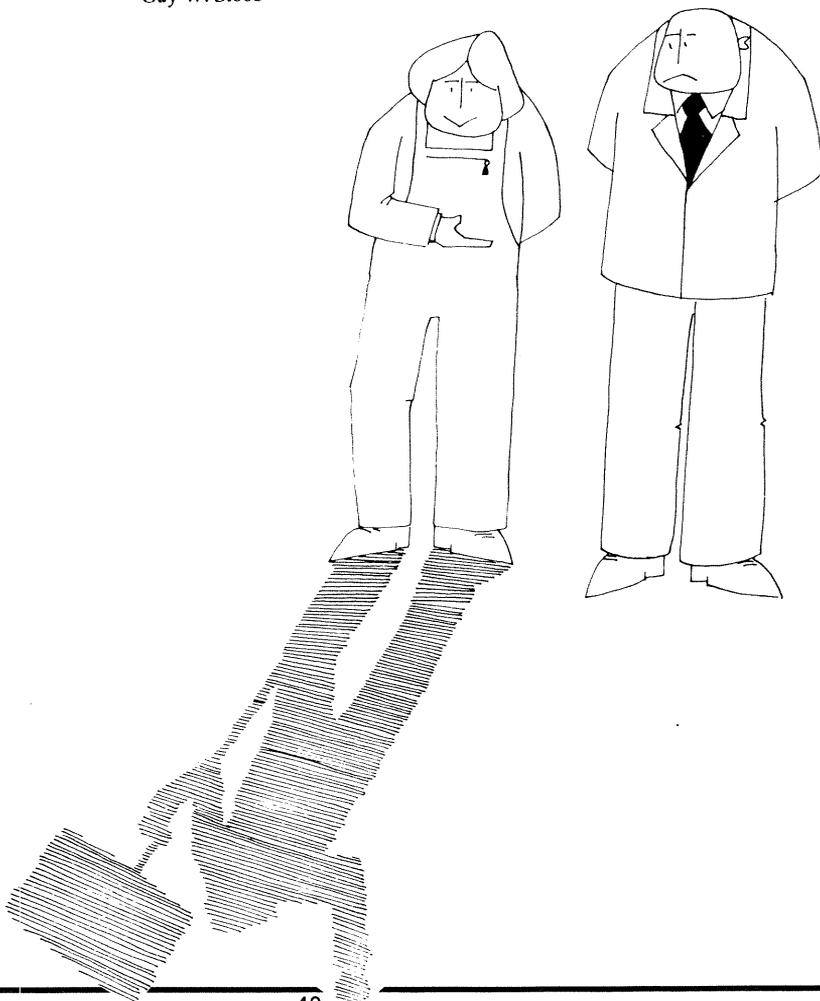
Le point fort de la contribution de M. L. constitue à notre avis son analyse de la signification de la loi muselière: 'So sind auch die Ordnungsbestrebungen der konservativen Parteien in Luxemburg zu verstehen: Sie waren erst einmal Reflex auf die tiefgreifen-

Serguei
in: Le Monde

den sozialen Umbrüche zwischen 1916 und 1921. Es war vor allem die organisierte Arbeiterbewegung, die zum ersten Mal in der Geschichte Luxemburgs durch ihr machtvolles Auftreten, die Schwachstellen und Widersprüche der bestehenden Wirtschaftsordnung bloß legte und damit zugleich verdeutlichte, daß die soziale und kulturelle Einheit der bürgerlichen Gesellschaft ein Mythos war, und man es im Gegenteil mit einer in Klassen und Interessen zerrissenen Ordnung zu tun hatte...' (pp. 238-239). Selon l'auteur, la loi muselière est donc une réaction des élites conservatrices à la démocratisation progressive de notre société, une tentative de freiner l'effort des couches sociales moins privilégiées de participer plus activement à la vie de la cité (p. 243). Il nous présente l'issue du référendum comme une consolidation des positions acquises par les syndicats en 1936 et une confirmation de leur autonomie d'action. Les syndicats ont démontré dans cette crise leur indépendance idéologique et leur autonomie organisatrice vis-à-vis de l'Eglise, de l'Etat et de l'économie. Pour M.L., le 6 juin 1937 est de ce point de vue encore plus important que le 12 janvier (p. 249).

A part la chronique syndicale de l'OGB-L par Jacques Maas, qui renonce expressément à une analyse historique par manque de recul vis-à-vis de faits jugés trop récents, la seule contribution à traiter la vie syndicale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est celle de Jean-Marie Majerus. Il explique l'échec d'un syndicat unitaire à Dudelange (nov. 1944-juin 1945) par des maladresses commises à l'égard des ouvriers chrétiens de la part des militants du LAV et par la volonté des milieux catholiques de disposer d'une organisation syndicale propre. De plus, les communistes combattent farouchement l'idée d'une

Guy W. Stoos



unité syndicale (p. 264). L'auteur juge l'assemblée d'Esch-sur-Alzette du 26 novembre 1944 comme capitale dans la mesure où elle fait figure de "Congrès de Differdange" syndical. Elle marque la scission du mouvement ouvrier libre en deux tendances, l'une socialiste, l'autre communiste. Antoine Krier et le LAV voient ainsi s'instituer à leur gauche un syndicat communiste - le FLA - qui remporte un grand succès dans le bassin minier. Seule la citadelle socialiste de Dudelange résiste (p.267).

J.-M.M. analyse ensuite la composition sociologique du monde des travailleurs luxembourgeois. Le travailleur luxembourgeois est-il un prolétaire ou un petit-bourgeois? L'auteur opère une synthèse entre la thèse de la variante prolétaire, de Michel Delvaux, et celle de la variante petite-bourgeoise, d'André Heiderscheid. Pour lui, le travailleur luxembourgeois possède certes une conscience de classe, mais l'évolution du monde des travailleurs tend à la déprolétarianisation (p. 269).

Après avoir étudié la stratégie du syndicalisme tricéphale (LAV, LCGB, FLA) dans certaines grèves de l'après-guerre, J.-M.M. analyse les élections pour les délégations ouvrières et la Chambre du Travail. Il précise que "les conditions particulières inhérentes aux différentes entreprises influencent davantage le comportement électoral des travailleurs que l'attachement à une idéologie communiste, socialiste ou chrétienne propagée par les différents syndicats en question" (p. 276). Les élections pour la Chambre de Travail par contre possèdent un caractère national. "Les sympathies et antipathies personnelles qui caractérisent si souvent les élections pour les délégations pâlisent devant le vote motivé par la parenté politique et idéologique" (op.cit. p. 278).

En parcourant cet ouvrage, le lecteur peut avoir le sentiment d'un certain déséquilibre thématique. En effet, la période d'après 1945 est peu présente, tandis que la "préhistoire" syndicale - la période d'avant 1916 - est surreprésentée. Nous pensons d'ailleurs que les auteurs eux-mêmes en sont bien conscients puisque le Président de l'OGB-L précise dans la préface que cet ouvrage ne traite qu'une partie de l'histoire syndicale: 'Dieses Buch umfaßt somit auch nur einen Teil Gewerkschaftsgeschichte und ist mit dem Appell an die Historiker verbunden, sich verstärkt der jüngeren Gewerkschafts- und Sozialgeschichte zuzuwenden' (p. 8). Il faudrait surtout disposer d'une analyse se situant à un même niveau de rigueur méthodologique de la part du syndicat chrétien et du courant communiste pour connaître leur version des choses. A ce moment-là, un véritable débat de fond sur l'histoire syndicale au Grand-Duché pourrait avoir lieu. Rappelons qu'en Allemagne, le congrès de Bochum de 1973 a entamé une discussion très approfondie de l'histoire syndicale dans ce pays. Surtout l'idée du partenariat social dans la République de Weimar a été étudiée d'une manière très détaillée. L'idée d'organiser un tel congrès pour l'histoire syndicale au Luxembourg est certes encore utopique - les monographies sur de nombreux sujets importants manquent - mais il faudrait se mettre d'accord entre historiens pour mettre au point une méthodologie de la recherche dans ce domaine et préciser les thèmes prioritaires à traiter.

Marc Thiel